COLOMBIE - Jesús Santrich, parlementaire de la FARC : un prisonnier politique de plus

Diana Gómez Yuri et Martins Fontes

mardi 22 mai 2018, mis en ligne par Françoise Couëdel

Dimanche 20 mai 2018.

Le 9 avril dernier, Seusis Pausivas Hernández Solarte, « Jesús Santrich », a été détenu illégalement. Santrich est le représentant désigné, pour siéger à la Chambre, du nouveau parti politique Force révolutionnaire alternative du commun (FARC) ; il est l'un des ex-commandants du Bloc Caraïbe des Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple (FARC-EP).

Responsable pour cette zone des communications des FARC, Santrich a été l'un des négociateurs au cours des dialogues récents qui se sont déroulés à La Havane, à Cuba. Ce processus s'est achevé avec l'« Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable », signé en 2016.

Pédagogue et historien, il a commencé à militer en faveur du socialisme à l'Université, quand il est entré au parti communiste. À cette époque il s'est engagé pour la construction de l'Union patriotique, proposition politique pionnière, soutenue dans les années 1980 par les FARC-EP et plusieurs groupes de guérilleros marxistes. Mais cet effort a été trahi et se solda par l'assassinat de plus de 3000 personnes, des hommes politiques élus et des militants, tués par les forces paramilitaires fascistes associées au gouvernement conservateur (historiquement hégémoniques dans la politique du pays).

Après sa détention arbitraire, Santrich, dans un communiqué, a réclamé à la militance FARC « force et attention » car il voit dans ce nouvel acte de trahison de la paix, le recommencement des persécutions contre des activistes démocratiques, un processus qui s'est même propagé à toute l'Amérique latine. En outre, il en a appelé au peuple colombien pour qu'il remarque les failles dans l'application de l'Accord de paix et il a incité plusieurs prisonniers politiques de Colombie à l'union pour la quête de la dignité et de la justice.

Le parlementaire, qui devrait occuper un siège en juillet de cette année, a commencé une grève de la faim dès son incarcération pour lancer un message de fermeté et d'espoir : il luttera jusqu'au bout pour la liberté, pour une paix avec une justice sociale, pour la Nouvelle Colombie.

Au terme d'un mois de grève, il a été transféré, début mai de la prison de haute sécurité, vers un hôpital, en raison de son mauvais état de santé.

L'accusation contre Santrich est le résultat d'une supposée enquête pour narcotrafic selon laquelle il aurait organisé l'envoi de dix tonnes de cocaïne aux États-Unis, « après » la signature de l'Accord de paix, ce qui constituerait un crime que ne pourrait pas juger la Juridiction spéciale pour la paix (instance judiciaire destinée à mettre en application la fin du conflit armé).

Selon ce que fait remarquer – avec lucidité – son avocat une telle allégation est totalement absurde, car Santrich, qui est aveugle, vit sous surveillance constante, entouré nuit et jour de policiers, depuis la signature de l'Accord.

Cette accusation est ni plus ni moins qu'un montage judiciaire, une farce qui, en dépit des accords, révèle la position autoritaire de l'extrême droite colombienne liée à l'ex-président Uribe (qui est accusé de liens avec les groupes paramilitaires et avec le narcotrafic depuis les années 90, y compris selon la CIA elle-

même qui, en 2000, a appuyé son gouvernement ultralibéral) et dont l'objectif est de faire annuler l'Accord de paix entre le président Juan Manuel Santos et la guérilla marxiste.

La libération de Jesús Santrich, ainsi que d'autres détenus politiques qui sont toujours emprisonnés, est un pas fondamental à effectuer pour que soit appliqué ce qui a été décidé dans les négociations de paix.

Cet acte de trahison et de manipulation judiciaire et médiatique – un de plus dans l'histoire récente des coups d'État feutrés dans notre Amérique – tend à miner le processus complexe de construction de la paix en Colombie. Il faut donc que toutes les forces du camp progressiste le dénoncent.

Diana Paola Gómez Mateus est doctorante en anthropologie sociale à l'Université de São Paulo et chercheuse sur les dynamiques d'urbanisation de l'Amazonie colombienne.

Yuri Martins Fontes est docteur en histoire de l'Amérique latine (Université de São Paulo), journaliste et chercheur en politique internationale. En 2001 il a vécu avec les guérrilleros des FARC-EP dans le campement de Los Pozos, à San Vicente del Caguán, scène des négociations de paix antérieures, dans la jungle sud de Colombie, réalisant des entretiens et des articles sur la Révolution.

Soutien institutionnel : Noyau Praxis du laboratoire d'économie politique et d'histoire économique de l'Université de São Paulo.

Traduction de **Françoise Couëdel**.

Texte original (espagnol) : https://www.alainet.org/es/articulo/192939.